

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 25-05L

Fourniture, livraison, installation et mise en service sous forme de mise à disposition d'analyseurs des gaz du sang, destiné à l'ensemble des établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

**Accord-cadre multi-attributaires
avec remise en concurrence pour les marchés subséquents**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE I – DEFINITION DE L’ACCORD-CADRE.....	4
I.1 - OBJET	4
I.2 – FORME.....	4
I.3 – DUREE	5
ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE III – MODALITES D’EXECUTION DU MARCHÉ	5
III.1 - ETABLISSEMENT DES PRIX	5
III.1.1 CARACTERE ET CONTENU DES PRIX	5
III.1.2 REGIME DES PRIX	6
III.2 SUIVI DE L’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE	7
III.3 OBLIGATIONS EN CAS DE CESSIION	7
III.4 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE ET RESPECT DE LA CONCURRENCE	7
III.5 RESILIATION UNILATERALE	8
III.6 EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	8
ARTICLE IV – CONDITIONS DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
IV.1 REMISE EN CONCURRENCE ET FREQUENCE DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	9
IV.2 REGLE DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
IV.3 SANCTION POUR ABSENCE DE REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS	10
IV.4 FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	10
IV.5 DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
ARTICLE V – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ SUBSEQUENT	10
- ARTICLE VI – MODALITES D’EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	11
VI.1 ETABLISSEMENT DES PRIX	11
VI.1.1 CARACTERE ET CONTENU DES PRIX	11
VI.1.2 REGIME DES PRIX	11
VI.2 - COMMANDES.....	12
VI.3 - LIEUX ET CONDITIONS D’EXECUTION DES BONS DE COMMANDES	13
VI.3.1 – CIRCUIT	13
VI.3.2 - CONDITIONS GENERALES D’EXECUTION	13
VI.3.3 - BORDEREAU DE LIVRAISON	13
VI.3.4 - DOCUMENTATION DEVANT ACCOMPAGNER LA LIVRAISON.....	13
VI.3.5 - DELAI D’EXECUTION	13
VI.3.6 - PENALITES DE RETARD	14
VI.4 – CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
VI.4.1 - ADMISSION	14
VI.4.2 – REFACTION ET RESILIATION POUR NON QUALITE	15
VI.4.3 - CONTROLE DE CONFORMITE EN COURS D’EXECUTION DE MARCHÉ OU ACCORD-CADRE	15
VII.2 MODALITES DE PAIEMENT	15
VII.2.1 – FACTURATION	16
VII.2.2 - DELAI DE PAIEMENT	16
VII.2.3 - ACOMPTES	16

VII.2.4 - AVANCES.....	17
VII.3 RESPONSABILITE ET ASSURANCES	17
ARTICLE VIII – RAPPEL SUR LES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	17
VIII.1 – GESTION DU MARCHE	17
VIII.1.1 – ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	17
VIII.2 - CERTIFICAT	19
ARTICLE IX – PROCEDURE DE DEROGATION	20
IX.1 – APPROVISIONNEMENT DEROGATOIRE	20
IX.2 – NOUVELLE FOURNITURE	20
IX.3– SUBSTITUTION DE FOURNITURE	20
ARTICLE X –CONDITIONS DE RESILIATION ET MODE DE REGLEMENT DES LITIGES	20
X.1 - RESILIATION UNILATERALE	20
X.2 - EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	20
ARTICLE XI – DEROGATIONS AU C.C.A.G./FCS.....	21

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) de la consultation référencée 25-05L, a pour objet la présentation du déroulement de la procédure de passation :

- d'une part, de l'accord-cadre pour lequel l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) sélectionnera les opérateurs économiques habilités à candidater pour la conclusion des marchés de fourniture, livraison, installation et mise en service sous forme de mise à disposition d'analyseurs des gaz du sang, destiné à l'ensemble des établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.
- d'autre part, des différents marchés subséquents passés par l'AP-HP pour lesquels les besoins des sites hospitaliers à équiper seront précisés en matière de fourniture, livraison, de réactifs et de consommables captifs pour la réalisation d'analyses de gaz du sang avec mise à disposition des automates pour réaliser ces analyses.

1^{ère} PARTIE : CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

ARTICLE I – DEFINITION DE L'ACCORD-CADRE

I.1 - OBJET

La présente **consultation référencée 25-05L** a pour objet la sélection de plusieurs opérateurs économiques pour l'attribution d'un accord-cadre ayant pour objet la fourniture, livraison, installation et mise en service sous forme de mise à disposition d'analyseurs des gaz du sang, destiné à l'ensemble des établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Le lot correspondant au marché ou accord-cadre est indiqué dans l'acte d'engagement et le détail des prestations est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

I.2 – FORME

Cet appel d'offres est destiné à établir un Accord-Cadre au sens des articles des articles R 2162-1 à R 2162-9 du Code de la Commande Publique (CCP). L'accord-cadre donnera lieu à la conclusion de **marchés subséquents**.

L'accord-cadre sera conclu avec plusieurs opérateurs. Il sera **multi-titulaires**. Jusqu'à **deux titulaires** pourront être sélectionnés, sous réserve que le nombre de candidats et d'offres conformes le permettent. Seules les entreprises retenues pour l'accord-cadre seront remises en concurrence et pourront participer aux procédures de passation des marchés subséquents.

En application de l'article R. 2162-4 du CCP, l'accord-cadre comportera uniquement un montant maximum La quantité prévisionnelle annuelle permettra d'établir le montant estimé du lot puis le montant maximum correspondant à 4 fois ce montant.

Dans le cadre de la présente consultation, il est fait recours à une procédure d'Appel d'Offres Ouvert, soumise notamment aux dispositions au 1° de l'article R. 2124-2 du CCP.

L'accord-cadre étant conclu sur la base d'un appel d'offres, il n'y aura pas de phase de négociation pour les marchés subséquents.

I.3 – DUREE

L'accord-cadre sera conclu pour une durée de 48 mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché public est constitué par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes (notamment l'offre de prix)
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, l'exemplaire conservé dans les archives de l'AP-HP faisant seul foi
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l'appel d'offres n° 25-05L
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./FCS), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1^{er} avril 2021.
- les documents techniques présentés par le candidat et admis par l'AP-HP dans le cadre de la consultation

ARTICLE III – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

III.1 - ETABLISSEMENT DES PRIX

III.1.1 Caractère et contenu des prix

Le co-titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation des prix en vigueur, ainsi qu'aux accords que le Titulaire a pu passer avec l'autorité compétente ; il s'engage à fournir au Pouvoir Adjudicateur toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les prix du marché ou accord-cadre sont des **prix unitaires**. Les prix unitaires annexés à l'acte d'engagement, seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires s'entendent :

- à l'unité d'emploi
- en euros, avec 2 décimales maximum
- hors taxes, franco de port et d'emballage à destination, sans qu'il y ait de participation aux frais de traitement

III.1.2 Régime des prix

Les prix sont révisables de la façon suivante :

-à tout moment en cas de baisse de prix des articles en marché ou accord-cadre, que le Titulaire s'engage à répercuter sur les prix consentis à l'AP-HP, dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date d'effet de la baisse de prix.

-En cas de baisse du tarif fixé par le Comité Economique des Produits de Santé (CEPS), lorsqu'il existe, de baisse du tarif général ou particulier clientèle, le titulaire s'engage à communiquer sans délai ses nouveaux prix à la Direction des Achats de l'AGEPS, pour permettre la révision des marchés ou accords-cadres à la baisse dans la mesure où ces tarifs sont inférieurs aux prix contractualisés dans le cadre du marché. Le titulaire pourra appliquer cette baisse indépendamment du taux de remise de l'offre de prix initialement consentie.

-après 24 mois de validité des marchés en cas de hausse de prix des articles en accord-cadre. Le Titulaire devra faire parvenir au service acheteur sa demande de révision de prix, au moins trois (3) avant les 24 mois de validité par lettre recommandée avec accusé réception adressée à :

- Directeur des Achats - Direction des Achats
AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS ET PRODUITS DE SANTE – AGEPS
7, rue du Fer à Moulin - 75005 PARIS
- ou par mail secretariat.achats.eps@aphp.fr

Cette demande sera accompagnée du barème de prix de référence et d'une note explicative sur l'évolution du tarif précisant notamment la décomposition du ou des prix modifié(s).

En cas de non-respect du délai de trois (3) mois, et même sans manifestation de la part de l'AP-HP au cours de la même période, le prix précédemment pratiqué sera reconduit pour les 24 mois suivants la 1ère date possible de révision.

Les nouvelles conditions de prix résultant de la révision ne seront révisables qu'à la baisse pendant une période minimum de 2 ans à compter de sa date d'effet.

Clause butoir :

L'augmentation des prix de chaque article résultant de la révision est limitée à 2% pour chaque révision.

Clause de sauvegarde :

Pour toute demande de révision supérieure à 1%, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché ou accord-cadre dans les conditions décrites ci-après :

Le marché ou accord-cadre est résilié le premier jour du 7^{ème} mois à compter de la date d'effet de la révision. Durant cette période, les prix pratiqués sont les prix révisés dans la limite de la clause butoir.

En dehors de ces deux cas, les prix ne seront pas modifiés.

Les nouvelles conditions de prix acceptées par l'AP-HP donneront lieu à l'établissement d'une note d'information, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

III.2 SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Pour le suivi de la bonne exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur est fondé à demander aux co-titulaires, à tout moment, la communication de toute information utile, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

III.3 OBLIGATIONS EN CAS DE CESSIION

Toute cession du présent accord-cadre, notamment par modification de la personnalité juridique du cocontractant, ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

La cession ou le changement peuvent être refusés par le pouvoir adjudicateur en raison de l'insuffisance des garanties techniques et financières du cessionnaire ou de la société substituée, ou si la cession a pour effet de modifier substantiellement les termes de l'accord-cadre.

Les entreprises co-titulaires de l'accord-cadre s'engagent à informer sans délai le Directeur des Achats de l'AGEPS de tout changement de raison sociale, de transfert de tout ou partie de l'accord-cadre à une autre société ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution de l'accord-cadre. Les co-titulaires transmettront tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

III.4 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE ET RESPECT DE LA CONCURRENCE

Les entreprises co-titulaires de l'accord-cadre sont tenues contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles elles auraient accès dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Les entreprises co-titulaires de l'accord-cadre s'engagent à faire respecter ces dispositions par leurs personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Les entreprises co-titulaires de l'accord-cadre reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP et s'engagent à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par cette dernière, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'AGEPS.

En outre, les entreprises co-titulaires de l'accord-cadre seront tenues de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui leur seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Les entreprises co-titulaires assureront donc la protection de toute information et tout document qui leur auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à leurs propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier les entreprises co-titulaires de l'accord-cadre pendant une période de deux (2) ans à compter du terme de l'accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public.

Rappel :

Toute entente préalable des co-titulaires de l'accord-cadre pour répondre aux consultations subséquentes est condamnable par les autorités de la concurrence.

III.5 RESILIATION UNILATERALE

- L'AP-HP peut à tout moment mettre fin à l'exécution du contrat conformément aux dispositions du chapitre 6 du C.C.A.G./FCS.
- Conformément à l'article 32 du C.C.A.G./FCS, **en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-5 à R. 2143-12 du CCP, le Pouvoir Adjudicateur procédera, aux frais et risques du déclarant, à la résiliation de sa sélection pour l'accord-cadre.**
- En cas de non réponse et de réponse non conforme (irrégulière, inacceptable ou inappropriée) d'un co-titulaire à la procédure de passation d'un marché subséquent, le Pouvoir Adjudicateur pourra résilier sa sélection pour l'accord-cadre.
- En cas de modification de la réglementation ou d'évolution technologique majeure pour la pratique clinique à laquelle la solution technique ne pourrait pas s'adapter, le Pouvoir Adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre.

Pour l'ensemble de ces cas de résiliation de l'accord-cadre, les co-titulaires ne pourront pas prétendre à une indemnité pour manque à gagner. Néanmoins, les marchés subséquents, en cours d'exécution au moment de la résiliation, demeureront valides.

III.6 EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, aux termes de l'article 31.1 du C.C.A.G./FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou le cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

2^{ème} PARTIE : CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

PREAMBULE :

Le pouvoir adjudicateur attire ici l'attention des candidats sur le fait que toutes les conditions d'exécution des marchés subséquents ne sont pas fixées dans le présent C.C.A.P. relatif à l'accord-cadre. Elles seront complétées par un C.C.A.P. propre à chaque marché subséquent qui sera adressé, en même temps que la lettre de consultation, aux entreprises co-titulaires de l'accord-cadre lors de la remise en concurrence.

Par souci d'information préalable, le présent C.C.A.P résume à minima les caractéristiques principales des marchés subséquents

Les marchés subséquents résultant de l'accord-cadre n° 25-05L-AC auront pour objet la fourniture de réactifs et de consommables captifs pour la réalisation d'analyses de gaz du sang avec mise à disposition des automates pour réaliser ces analyses, destiné à l'ensemble des établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

ARTICLE IV – CONDITIONS DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

IV.1 REMISE EN CONCURRENCE ET FREQUENCE DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés publics conclus sur la base de cet accord-cadre seront attribués après remise en concurrence des co-titulaires.

Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance des besoins des sites hospitaliers de l'AP-HP.

IV.2 REGLE DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Une lettre de consultation sera alors envoyée par l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, à chaque entreprise co-titulaire de l'accord-cadre, dans laquelle seront fixées les conditions de remise en concurrence ainsi que les conditions d'exécution propres à chaque marché subséquent.

Dans un délai maximum qui sera précisé dans la demande écrite de l'offre, les co-titulaires de l'accord-cadre s'engagent à remettre, par écrit, leur offre pour la conclusion du marché subséquent. En cas d'urgence, ce délai pourra être réduit mais cela nécessitera d'avoir préalablement obtenu l'accord de tous les co-titulaires.

Les modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises et de remise des offres seront expliquées dans cette lettre de consultation

Rappel :

Les co-titulaires de l'accord-cadre devront obligatoirement présenter, dans le cadre de la passation du marché subséquent, **une offre de prix pour son offre de base au moins aussi avantageuse que celle figurant dans leur offre retenue au titre de l'accord-cadre.**

IV.3 SANCTION POUR ABSENCE DE REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS

Les co-titulaires de l'accord-cadre s'engagent à faire des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'ils sont sollicités pour la passation d'un marché subséquent.

En cas de non réponse ou de réponse non conforme (irrégulière, inacceptable ou inappropriée) de l'un des co-titulaires de l'accord-cadre à une consultation subséquente, un courrier lui signifiera l'absence ou le rejet de l'offre. Ce courrier l'avertira également que, si l'un ou l'autre de ces cas se reproduisait, il risquerait l'exclusion de l'accord-cadre.

S'il est finalement exclu, le co-titulaire ne pourra pas prétendre à indemnité pour manque à gagner.

IV.4 FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

Chaque marché subséquent sera passé avec l'un des co-titulaires de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R. 2162-8 du CCP, chaque marché subséquent prendra la forme d'un accord-cadre à bons de commandes, avec montant minimum et maximum.

Ces montants minimum et maximum seront définis lors de la passation de chaque marché subséquent.

IV.5 DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS

La durée d'un marché subséquent ne pourra pas excéder huit ans.

Les marchés subséquents devront être attribués dans les limites de la période de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE V – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE SUBSEQUENT

Le marché subséquent est constitué par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes (notamment l'annexe financière)
- le C.C.A.P. propre au marché subséquent, l'exemplaire conservé dans les archives de l'AP-HP faisant seul foi
- le C.C.T.P. propre au marché subséquent, l'exemplaire conservé dans les archives de l'AP-HP faisant seul foi
- les documents techniques présentés par le candidat et admis par l'AP-HP dans le cadre de la consultation
- l'accord-cadre issu de la consultation n° **25-05L**
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./FCS), approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 publié au Journal Officiel de la République Française n°0066 du 19 mars 2009.

- ARTICLE VI – MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

VI.1 ETABLISSEMENT DES PRIX

Le Titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation des prix en vigueur, ainsi qu'aux accords que le Titulaire a pu passer avec l'autorité compétente ; il s'engage à fournir au Pouvoir Adjudicateur toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

VI.1.1 Caractère et contenu des prix

Les prix du marché ou accord-cadre sont des **prix unitaires**. Les prix unitaires annexés à l'acte d'engagement, seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires s'entendent :

- à l'unité d'emploi
- en euros, avec 2 décimales maximales
- hors taxes, franco de port et d'emballage à destination, sans qu'il y ait de participation aux frais de traitement

VI.1.2 Régime des prix

Les **prix** de chaque marché subséquent **sont révisables** de la façon suivante :

- **à tout moment en cas de baisse de prix des articles en marché ou accord-cadre**, que le Titulaire s'engage à répercuter sur les prix consentis à l'AP-HP, dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date d'effet de la baisse de prix.

En cas de baisse du tarif fixé par le Comité Economique des Produits de Santé (CEPS), lorsqu'il existe, de baisse du tarif général ou particulier clientèle, le titulaire s'engage à communiquer sans délai ses nouveaux prix à la Direction des Achats de l'AGEPS, pour permettre la révision des marchés ou accords-cadres à la baisse dans la mesure où ces tarifs sont inférieurs aux prix contractualisés dans le cadre du marché. Le titulaire pourra appliquer cette baisse indépendamment du taux de remise de l'offre de prix initialement consentie.

- **après 48 mois de validité en cas de hausse de prix des articles des marchés subséquents**. Le Titulaire devra faire parvenir au service acheteur sa demande de révision de prix, **au moins trois (3) mois avant** les 48 mois, par lettre recommandée avec accusé réception adressée à :

Directeur des Achats - Direction des Achats
AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS ET PRODUITS DE SANTE – AGEPS
7, rue du Fer à Moulin - 75005 PARIS
ou par mail secretariat.achats.eps@aphp.fr

Cette demande sera accompagnée du barème de prix de référence et d'une note explicative sur l'évolution du tarif précisant notamment la décomposition du ou des prix modifié(s).

En cas de non-respect du délai de trois (3) mois, et même sans manifestation de la part de l'AP-HP au cours de la même période, le prix précédemment pratiqué sera reconduit pour les 48 mois suivants.

Les nouvelles conditions de prix résultant de la révision ne seront révisables qu'à la baisse pendant une période minimum de 2 ans à compter de sa date d'effet.

Clause butoir :

L'augmentation des prix de chaque article résultant de la révision est limitée à 2%

Clause de sauvegarde :

Pour toute demande de révision supérieure à 1%, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché ou accord-cadre dans les conditions décrites ci-après :

Le marché ou accord-cadre est résilié le premier jour du 7^{ème} mois à compter de la date d'effet de la révision. Durant cette période, les prix pratiqués sont les prix révisés dans la limite de la clause butoir.

- à partir de la deuxième année puis à chaque date anniversaire de la mise en service :

- Dans le cas où le chiffre d'affaires d'objectif (en € HT) n'est pas atteint, le titulaire devra faire parvenir au service acheteur le chiffre d'affaire constaté, au moins trois (3) mois avant la date d'anniversaire fixée conjointement, par lettre recommandée avec accusé réception adressée à :

Directeur des Achats - Direction des Achats

AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS ET PRODUITS DE SANTE – AGEPS

7, rue du Fer à Moulin - 75005 PARIS

ou par mail secretariat.achats.eps@aphp.fr

L'AP-HP dispose alors de 21 jours pour valider le calcul. En cas de silence de l'AP-HP, les calculs proposés par le titulaire seront entérinés et l'AP-HP devra au titulaire une compensation égale à 10% de la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et le chiffre d'affaires d'objectif (en € HT).

- Dans le cas où le chiffre d'affaires d'objectif (en € HT) est dépassé, le titulaire ou l'AP-HP indiquera par courrier recommandée avec accusé de réception le chiffre d'affaires constaté.

L'APHP ou le titulaire dispose alors de 21 jours pour valider le calcul. Le titulaire devra à l'AP-HP une compensation égale à 10% de la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et où le chiffre d'affaires d'objectif (en € HT).

VI.2 - COMMANDES

Les commandes seront adressées directement au titulaire de l'accord-cadre par le Directeur de l'établissement concerné ou son représentant habilité.

Les bons de commande mentionneront très précisément :

- le numéro du marché ou accord-cadre
- la prestation commandée
- les quantités commandées
- le lieu de destination

- le délai d'exécution
- les prix hors taxes
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total de la commande toutes taxes comprises

Les bons de commandes ne peuvent être passés que pendant la période d'exécution du marché ou accord-cadre.

Le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord-cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution du marché ou accord-cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord-cadre, dans la limite maximale de deux (2) mois.

VI.3 - LIEUX ET CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES

VI.3.1 – Circuit

Les commandes seront effectuées par **l'établissement de l'AP-HP, exécutées auprès de celui-ci.**

VI.3.2 - Conditions générales d'exécution

Les frais de transport et d'emballage sont à la charge du Titulaire.

Les conditions de livraison, d'exécution, de transport et d'expédition sont laissées au libre choix du Titulaire, sous réserve qu'elles soient en conformité avec les conditions exposées :

- au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- au Cahier des Clauses Techniques Particulières,

Le Titulaire prendra toutes dispositions en matière de conditionnement et d'emballage pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries.

Outre les conditions précisées ci-dessus, l'exécution des bons de commande se fera dans les formes prévues et suivant le lieu, le jour et l'heure indiqués sur ceux-ci.

VI.3.3 - Bordereau de livraison

A chaque bon de commande devra correspondre un ou plusieurs bordereaux de livraison qui sera remis par le transporteur, au magasinier, à l'ingénieur biomédical, au pharmacien ou au responsable du service acquéreur. Ce bordereau comprendra au minimum les renseignements suivants :

- le nom du fournisseur
- la référence du bon de commande
- la nature des fournitures livrées
- les quantités des fournitures livrées

VI.3.4 - Documentation devant accompagner la livraison

Sans objet

VI.3.5 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution sera indiqué sur chaque bon de commande et débutera à compter de sa date de notification.

- Il ne sera pas supérieur au délai déterminé dans l'offre du candidat
- et ne sera pas, sauf accord de l'AP-HP, supérieur à soixante-douze (72) heures

En cas d'impossibilité de respecter le délai fixé (pour tout ou partie de la livraison), le Titulaire du marché ou accord-cadre devra en **aviser immédiatement** à réception de la commande, l'établissement émetteur de celle-ci.

En cas de risque de rupture de stock, le fournisseur doit impérativement informer la Direction des achats de l'AGEPS ainsi que le ou les établissements concernés.

Pour les équipements en MAD :

Mise en service :

L'ingénieur biomédical de l'établissement fixera avec le Titulaire du marché ou accord-cadre la date à laquelle la mise en service effective interviendra ; elle servira de point de départ aux opérations de vérification.

En cas d'impossibilité de respecter le délai fixé, le Titulaire du marché ou accord-cadre devra en **aviser immédiatement** à réception de la commande, l'auteur de celle-ci ainsi que la Direction des achats de l'AGEPS.

VI.3.6 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

P = Montant des pénalités

V = Valeur pénalisée T.T.C.

R = Nombre de jours de retard

Indépendamment des pénalités de retard, la Direction des Achats de l'AGEPS aura la **faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du Titulaire**, et pourra résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, dans les conditions prévues aux articles 41 et 45 du C.C.A.G/FCS.

Il est précisé que si le retard dans l'exécution du bon de commande était imputable à l'Administration, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

VI.4 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

VI.4.1 - Admission

L'établissement destinataire dispose d'un délai de trois (3) semaines (pour les hôpitaux) à compter du lendemain de la date de livraison pour accepter qualitativement et quantitativement les fournitures.

Pour les équipements

Conformément aux dispositions des articles 27 à 33 du C.C.A.G./FCS, des opérations de vérifications seront réalisées sous la responsabilité de l'ingénieur biomédical, et/ou du pharmacien de l'établissement concerné, et/ou du chef du service concerné.

Ces vérifications s'effectueront dans un délai de 3 semaines à compter de la livraison de la fourniture ou de la date de mise en service.

Elles comporteront des tests de fiabilité et la vérification des performances dont la teneur sera communiquée au titulaire par l'établissement concerné.

Les opérations de vérifications seront réputées satisfaisantes dans la mesure où seront remplies les obligations prévues dans le C.C.T.P.

A l'issue du délai sus-cité, le contrat de Mise A Disposition valant admission sera établi contradictoirement entre le ou les représentant(s) de l'AP-HP et le Titulaire du marché ou accord-cadre.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du C.C.A.G/FCS., l'admission de la fourniture ne sera pas réputée acquise dans le silence de l'AP-HP.

La décision de l'AP-HP d'admettre, d'ajourner ou de rejeter les fournitures sera notifiée au titulaire dans les trois (3) semaines en plus du délai imparti aux vérifications.

Dans tous les cas, la date d'admission sera portée sur le bon de commande dans la case prévue à cet effet.

VI.4.2 – Réfaction et résiliation pour non qualité

En cas de problèmes de qualité rencontrés par les utilisateurs, le titulaire sera mis en demeure de les résoudre dans les plus brefs délais et conformément à l'article 30.3 du CCAG/FCS, une réfaction sera appliquée.

Si les problèmes persistent ou apparaissent de façon répétitive, l'AP-HP sera en droit de résilier le marché ou accord-cadre.

Dans ce cas, et si une adaptation technique avait été nécessaire à la mise en place du marché ou accord-cadre pour compatibilité entre les consommables et le matériel, le titulaire devra remettre le parc de matériel ou d'accessoires dans l'état initial, et ceci à ses frais.

VI.4.3 - Contrôle de conformité en cours d'exécution de marché ou accord-cadre

Des contrôles statistiques de conformité pourront être effectués tout au long de l'exécution du marché ou accord-cadre. La Direction des Achats procédera alors à la vérification de la conformité de la fourniture au spécimen de référence ou au conditionnement initial et aux fiches techniques déposés lors de la Consultation, et en tenant compte des changements de présentation acceptés par la Direction des Achats.

En cours d'exécution du marché ou accord-cadre des contrôles ponctuels pourront être effectués pour vérifier la conformité des prestations aux exigences du CCTP.

En cas de non-conformité et/ou de dégradation de la qualité des produits livrés par rapport aux spécimens, la Direction des Achats aura la possibilité de procéder à la résiliation du marché ou accord-cadre.

VI.4.4 - Garantie

Les produits sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de l'admission, pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine.

VII.2 MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Il sera établi en EUROS.

VII.2.1 – Facturation

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers pdf (signés ou non signés).

La facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, adresse et numéro de SIREN du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé au présent marché ou accord-cadre
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que la date et le numéro du bon de commande
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 26750045201928
- le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande)
- la description précise de la commande exécutée
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation
- le montant hors TVA* éventuellement ajusté
- le prix des éventuelles prestations accessoires prévues au marché ou accord-cadre
- le taux et le montant de la TVA*
- la date d'émission de la facture
- l'éventuel montant de l'escompte et délai de paiement en deçà duquel celui-ci est accordé.

*Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'exécution du bon de commande.

La facture sera établie en EUROS.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

VII.2.2 - Délai de paiement

Le délai de paiement des factures est fixé à cinquante (50) jours maximum, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-11 du CCP.

Le défaut de paiement dans les délais précités fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché ou accord-cadre, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Au paiement de ces intérêts moratoires s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Escompte pour paiement rapide

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire.

VII.2.3 - Acomptes

Il ne sera pas délivré d'acomptes.

Le présent C.C.A.P. prévoit le versement d'acomptes, conformément aux dispositions de l'article R. 2191-21 du CCP.

VII.2.4 - Avances

L'avance est accordée pour les accords-cadres à bons de commande comportant un montant minimum supérieur à 50 000 euros HT. Le montant de l'avance est fixé à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant minimum toutes taxes comprises divisé par la durée de l'accord-cadre exprimé en mois.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance (refus à formuler expressément dans l'acte d'engagement du/des marchés).

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant minimum toutes taxes comprises de **l'accord-cadre**.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant minimum toutes taxes comprises **de l'accord-cadre**.

VII.3 RESPONSABILITE ET ASSURANCES

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché subséquent est responsable de l'ensemble des activités sous-traitées dans le cadre du marché subséquent.

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie bénéficiaire d'un agrément administratif dans les conditions prévues aux articles L. 321-1 et suivants, R. 321-1 du Code des Assurances et suivants, garantissant sa responsabilité civile au titre du marché ou accord-cadre :

- pour pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes,
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.
- pour vol et détérioration du matériel de l'AP-HP dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

S'il existe une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier sera réputé la prendre intégralement en charge.

L'attention est appelée, conformément à l'article L. 2193-3 du CCP, que l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne concernent que les marchés publics de travaux ou de services ainsi que les marchés ou accords-cadres de fournitures comportant des services ou des travaux de pose ou d'installation.

ARTICLE VIII – RAPPEL SUR LES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

VIII.1 – GESTION DU MARCHE

VIII.1.1 – engagements du titulaire

Pour éviter tout rejet de facture par la Direction Spécialisée des Finances Publiques pour l'Assistance publique – hôpitaux de Paris, le titulaire s'engage :

- à fournir dans les trois (3) mois précédant la date anniversaire du marché ou accord-cadre, un **état annuel des ventes** effectuées comprenant :
 - les quantités globales livrées sur l'AP-HP article par article, sur le « tableau d'offre de prix » format papier et support informatique, et le cas échéant par site (à l'aide d'un autre document).
- à **veiller que la prestation commandée soit bien référencée** dans l'acte d'engagement du présent marché ou accord-cadre. Dans le cas contraire, il sera fait retour du bon de commande erroné au service émetteur.
- à **informer sans délai** le Directeur des Achats de l'AGEPS de tout **changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché ou accord-cadre à une autre société ou de tout autre événement de même nature** intervenant durant la période d'exécution du marché ou accord-cadre. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de la nature de l'objet du marché ou accord-cadre, le **titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations**. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le Directeur des Achats de l'AGEPS.

En cas de défaillance du titulaire, l'AP-HP se réserve la possibilité de mettre en œuvre une procédure d'exécution aux frais et risques de celui-ci, avec ou sans résiliation du marché ou accord-cadre conformément aux articles 41 et 45 de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Le cas échéant, la résiliation du marché ou accord-cadre aux torts du titulaire ne pourra être prononcée qu'après notification préalable d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution de 10 jours.

S'agissant de produits de santé pour lesquels une rupture d'approvisionnement, même temporaire, est susceptible de porter atteinte à la sécurité des patients, la mise en place de la procédure d'exécution aux frais et risques du titulaire sans résiliation du marché public est immédiate sans qu'il soit prévu la notification d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution.

L'exécution aux frais et risques du titulaire prend effet dès réception par le titulaire du courrier l'informant de sa mise en place.

VIII.1.2 – Adhésion à la solution AP-HP de dématérialisation du processus de commande

En sus des clauses administratives du présent marché, le Titulaire adhère aux dispositions relatives à la solution AP-HP de dématérialisation du processus de commande.

Adhésion à une plateforme de dématérialisation

En sus des clauses administratives du présent marché, le Titulaire s'engage à signer un contrat d'adhésion avec l'un ou les deux éditeurs de la plateforme de dématérialisation (PROACTIS ou HOSPITALIS), les contrats de chacun étant joint en annexes du DCE.

De façon dérogatoire, lorsque le fournisseur adhère déjà à une autre plateforme d'échange connectée avec PROACTIS et HOSPITALIS, permettant de répondre à l'ensemble des exigences de dématérialisation telle que formulées dans la présente annexe (par exemple plateforme DiaGDirect, GHX), il ne doit pas signer les contrats d'adhésion figurant en annexes au DCE, à l'unique condition

que cette tierce plateforme ait signée un contrat d'adhésion avec d'une part PROACTIS et d'autre part avec HOSPITALIS dès lors qu'il s'agit de produits ou équipements de santé.

Une attestation d'adhésion à cette tierce plateforme doit être signée par le représentant légal de la plateforme d'échange à laquelle le Titulaire a adhéré et être fournie à l'AP-HP. Cette attestation doit mentionner que cette tierce plateforme a signé un contrat d'adhésion avec les plateformes PROACTIS et HOSPITALIS.

Responsabilité du titulaire suite à l'enrichissement du catalogue de produits

Le Titulaire enrichit le catalogue produit sur le portail internet mis à sa disposition dans le cadre de la solution AP-HP de dématérialisation du processus de commande. Pour chaque produit prévu dans ce catalogue, le Titulaire ajoute une image, une fiche technique et si nécessaire d'autres pièces jointes.

Le Titulaire est responsable des informations qu'il ajoute et notamment des conséquences qui pourraient survenir d'erreurs dans cet ajout : image, fiche technique ou pièce jointe erronée au regard du produit concerné.

Sans préjudice des dispositions relatives aux pénalités, le Titulaire engage sa responsabilité à l'égard de l'AP-HP et de tout tiers, notamment des patients, pour tout dommage étant la conséquence d'un ajout d'informations erronées associées à un produit, et qui se manifesterait dans les documents joints aux produits ou services tels que livrés à l'AP-HP (fiches technique, de sécurité ou mode d'emploi), ces informations communiquées au stade de la livraison faisant foi pour tout recours et en leurs absences celles communiquées à l'AP-HP pour l'établissement du bon de commande.

Par ailleurs, le titulaire est dispensé d'enrichir un catalogue de médicaments.

Cohérence entre l'unité de commande d'un article et son unité de livraison

Le Titulaire garantit pour chaque article que l'unité d'achat définie dans le marché et utilisé dans les commandes par l'AP-HP est la même utilisée à la fois pour le bon de commande, la livraison par son service d'expédition et donc pour les avis de livraison dématérialisés conformément au bon de livraison. Si ce n'est pas le cas, le Titulaire s'engage à demander formellement et sans délai au service marché de l'AP-HP la modification des unités d'achat des articles concernés afin qu'elles correspondent aux unités livrées.

Renseignement et actualisation des références commerciales

Le Titulaire garantit l'existence et l'actualité d'un code référence commerciale pour chaque article de produit ou service faisant partie du périmètre du marché et utilisé dans les commandes émises par l'AP-HP.

VIII.2 - CERTIFICAT

Le titulaire est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre quelle que soit la date de début de marché ou accord-cadre et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché ou accord-cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché ou de l'accord-cadre devront obligatoirement se créer un compte, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à la notification.

ARTICLE IX – PROCEDURE DE DEROGATION

IX.1 – APPROVISIONNEMENT DEROGATOIRE

En cas de demande spécifique, étayée de justificatifs techniques et cliniques, d'un produit jugé indispensable, l'AP-HP se réserve le droit de s'approvisionner, à titre dérogatoire, auprès d'une autre société, si le(s) titulaire(s) n'est (ne sont) pas en mesure de proposer une fourniture équivalente permettant de satisfaire la demande.

IX.2 – NOUVELLE FOURNITURE

L'AP-HP se réserve le droit d'acquérir auprès des candidats retenus lors de la consultation, des produits nouveaux qui n'ont pas été identifiés à ce jour ; ils pourront alors être introduits au marché ou accord-cadre sans toutefois pouvoir dépasser 10% du montant initial du marché ou accord-cadre.

IX.3– SUBSTITUTION DE FOURNITURE

En cas d'abandon de commercialisation ou pour des motifs d'ordre réglementaire, des produits pourront être supprimés du marché ou accord-cadre.

Dans ce cas, le titulaire pourra proposer un nouveau produit qui fera l'objet d'une évaluation préalable sans frais pour l'AP-HP. Cette évaluation menée par les experts de la Direction des Achats de l'AGEPS, portera sur les aspects réglementaires qualitatifs, quantitatifs et financiers.

A l'issue de la période d'évaluation, les produits pourront être introduits au marché ou accord-cadre à condition que l'économie du marché ou accord-cadre ne soit pas modifiée.

ARTICLE X –CONDITIONS DE RESILIATION ET MODE DE REGLEMENT DES LITIGES

X.1 - RESILIATION UNILATERALE

- L'AP-HP peut à tout moment mettre fin à l'exécution du contrat conformément aux dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G./FCS.
- Conformément à l'article 41 du CCAG/FCS, **en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-5 à R. 2143-12 du CCP, le Pouvoir Adjudicateur procédera, aux frais et risques du déclarant, à la résiliation du marché public.** Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché public, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.
- Dans le cadre de la gestion des vigilances prévue à l'article II-8 du CCTP, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier, aux torts du titulaire, tout ou partie du marché ou accord-cadre si celles-ci mettaient sans conteste en cause un matériel ou un produit objet du marché ou accord-cadre.

X.2 - EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché ou accord-cadre seront rédigées en français.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, aux termes de l'article 40.1 du C.C.A.G./FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du

matériel ou le cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

ARTICLE XI – DEROGATIONS AU C.C.A.G./FCS

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G./FCS :

Article
de dérogation :

Article
du C.C.A.G. correspondant :

Objet de l'article auquel il est dérogé :

Article VI.4.1

Article 28

Déroulement des opérations et vérification

Articles VI.4.1et VI.4.2

Article 30

Admission, ajournement, réfaction et rejet